

# DEBOUT LA FRANCE!

*le bon sens en action*

Publié dans la *Revue Politique et Parlementaire* janvier-juin 2020 sous la direction d'Eric Anceau

*"Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera, tôt ou tard, source d'ardeurs nouvelles, après que j'aurai disparu."*

Charles de Gaulle *in* Mémoires de guerre, tome 3.

Tout lecteur fidèle de Charles de Gaulle n'a pu rester insensible aux premières pages des Mémoires de Guerre dans lesquelles le Général narre précisément une part de son jardin secret, son enfance, sa famille, ses études. Ouvrir la grande fresque de la geste gaullienne et de la Résistance nationale par ce partage si rare de son intimité ne peut être le choix du hasard, mais bien une trace de sa destinée.

Telle Marguerite Yourcenar qui perce la vie d'Hadrien dans les rythmes du ciel, Charles de Gaulle sait que son épopée puise dans les racines de l'Histoire de France ; il pressent que son héritage ne pourra fleurir qu'à la cime du chêne qu'il aura contribué à faire grandir.

Si tout ce qu'a accompli le Général de Gaulle peut recommencer, c'est que ce dernier n'a jamais prétendu faire l'Histoire à lui tout seul, contrairement à ses contemporains qui souvent, s'imaginaient faire table rase du passé pour ne laisser que des ruines.

Charles de Gaulle n'a jamais été une personnalité seulement romantique, il portait en lui, dès son enfance, la conscience des tragédies de l'Histoire et de la fragilité de ce que d'aucun croit éternel. Comment lire autrement la « *fierté anxieuse au sujet de notre pays* », la France, qui l'habite lui et sa fratrie ? Beaucoup d'enfants sont frappés par les symboles de la gloire et des réussites nationales ; moins sont déjà attristés par les erreurs et les faiblesses qu'ils comprennent dès leur plus jeune âge ; bien moins encore restent habités en pleine conscience par ces marques de l'enfance toute leur vie d'hommes et de femmes.

L'amour gaullien n'est jamais aveugle pour la mère-patrie. Cet amour est un devoir filial qui s'impose à nous, qui recevons tout de la Nation, un amour jaloux face à ses ennemis et ses contempteurs, mais un amour exigeant qui sait que seule l'action des gens de bien peut préserver ce que nous aimons des outrages du

temps. L'amour de la France est, comme toute profession de foi gaullienne, une acceptation de la réalité en dehors duquel aucune politique, et donc aucune vie humaine, n'est durablement possible. Aimer la France est le meilleur service que les Françaises et les Français peuvent se rendre à eux-mêmes, non seulement parce que l'œuvre et les valeurs de la France se sont avérées admirables, mais parce que seule leur Nation peut les protéger, les nourrir, les émanciper, porter leurs rêves et leurs espérances face au reste du monde.

Comme l'avait compris Chateaubriand, *"Toute révolution qui n'est pas accomplie dans les mœurs et dans les idées échoue."* Charles de Gaulle connaissait si bien l'Histoire et la nature du peuple de France qu'il savait pertinemment que ces deux réalités reprendraient toujours leurs droits sur les aléas, les modes et les pires égarements du temps présent.

Le Général est né au XIX<sup>ème</sup> siècle en même temps que les idéologies totalitaires les plus inhumaines cherchaient à couper les peuples de leurs racines et de leurs identités. De Gaulle a gouverné un monde revenu des enfers de la guerre qui s'illusionnait sur sa propre capacité économique à substituer la satisfaction des plaisirs individuels au bonheur de bien vivre ensemble. Sa mort a laissé un héritage qui percevait que le nouveau monde verrait les anciennes civilisations reprendre leurs droits et les peuples sans racine balayés par le souffle de l'Histoire.

La force première de Charles de Gaulle et de son héritage, c'est d'abord de n'avoir jamais douté de la force de l'Histoire de France. Un récit à l'image de sa sœur et rivale l'Angleterre : comment de si petits bouts de terre à l'échelle de l'immensité du globe, ont pu marquer et marquent encore l'humanité d'une telle influence ? Sans ressource naturelle particulière, sans population écrasante, nous avons tracé un destin unique dont rien, sinon notre propre égarement collectif, ne peut nous priver.

Qu'elle naisse au serment de Vercingétorix, au baptême de Clovis, au sacrifice de Rolland, à l'épopée de Jeanne d'Arc, dans les rêves de Versailles, aux idéaux de la Révolution, dans l'œuvre d'Empire, dans les promesses républicaines ou les acquis du Conseil National de la Résistance, la France est toujours l'union d'un peuple charnellement attaché à ses terres, ses traditions, ses beautés et à une certaine idée de l'humanité. Si elle n'est pas exempte de chimères, une telle identité nous absout de la médiocrité.

Charles de Gaulle était profondément français car il acceptait tout de l'Histoire de France. Comme l'avait affirmé Napoléon en dressant les blocs de granit qui permettraient à la France d'être aussi forte en République que sous la protection des rois et de ses serviteurs, *« De Clovis jusqu'au Comité de salut public, je me sens solidaire de tout. »*, l'Empereur lui-même savait qu'il ne finissait la Révolution que pour en appliquer durablement les principes qui l'avaient initiée et qui, par définition, étaient donc en germe dans l'œuvre capétienne.

De Gaulle savait qu'on ne pouvait aimer, servir et continuer la France qu'en ayant une conscience charnelle de la sédimentation des siècles et des terroirs, des us et coutumes, des patois et des langues, des artisans et artistes, des hommes et des femmes qui ont formé tous ensemble notre civilisation, au cœur de l'Europe et par-delà les mers.

Toute la gloire de la France et le bonheur des Français s'écrivent quand la fidélité à nos racines, à nos terroirs, à notre civilisation est au service de nos idéaux et de nos valeurs universelles. Que la France se perde dans la petitesse et la soumission à un ordre du monde où elle ne joue plus son rôle, alors elle se renie. Que la France s'oublie dans des idéologies désincarnées, le désordre de la « table rase », alors elle ne peut que s'effondrer sous les coups de poignards de son pire ennemi : elle-même.

De New-York à Moscou, de Shanghai à Brazzaville, la civilisation française existe par elle-même et pour toujours... Quelle folie aurions-nous de la délaissier davantage dans une mondialisation inhumaine où la plupart des peuples cherchent encore à savoir qui ils sont et ce qu'ils veulent être.

Le Général n'a eu de cesse de se construire en ayant comme éthique de conviction les idées qui lui permettraient un jour de gouverner la France. Il a toujours affirmé qu'au fond de lui-même, il s'était toujours préparé à diriger et incarner notre Nation. Il connaissait les mots de March Bloch avant même qu'ils soient écrits : *"Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération."*

Pourtant, être digne de l'Histoire de France, c'est savoir la faire vivre et non la considérer comme une relique. Charles de Gaulle aurait méprisé la nostalgie qui est indigne de l'éthique de l'action et de la volonté qui l'a toujours animée pour réaliser l'impossible.

50 ans après sa disparition, on ne peut laisser tous ceux qui ont tordu puis trahi les principes qui ont conduit l'action du Général de Gaulle à relativiser son héritage. On ne peut se draper des oripeaux en faisant exactement l'inverse de ce qu'il a accompli en trouvant comme excuse n'importe quelle circonstance.

Les Français ne sont pas dupes des politiciens qui ont trahi le Général et ainsi, l'intérêt national.

Pour moi, toute l'œuvre de Charles de Gaulle reste une extraordinaire leçon. Le cinquantenaire de la disparition de Charles de Gaulle n'est donc pas un simple hommage des vivants aux morts, mais une boussole pour les Françaises et les Français qui veulent continuer à vivre comme peuple libre et comme grande Nation. Ce demi-siècle a vu, lentement mais sûrement s'installer un brouillard de plus en plus épais sur l'identité, la liberté et le destin de la France. Plus que

jamais, il est donc vital de comprendre comment la vision de l'Histoire et de l'identité de la France du Général de Gaulle définit sa véritable doctrine politique.

Telle une boussole, le gaullisme nous indique 4 points cardinaux qui forment une éthique de gouvernement pour tous ceux qui aiment la France, veulent la redresser et la revoir libre, forte et juste.

Le premier principe cardinal est « l'esprit de résistance », la capacité d'un homme ou d'une femme de dire non en son âme et conscience face à une situation inacceptable par principe, y compris quand tous les faits contingents semblent lui donner tort. Comment avoir la force de résister et de croire dans le bon chemin quand l'Etat dont vous étiez Général de brigade et Sous-secrétaire d'Etat à la guerre le 16 juin 1940, vous condamne à mort le 2 août suivant; quand vous sacrifiez tout pour votre idée de la France, y compris votre famille exposée à tous les dangers sur le territoire en guerre, protégé par un gouvernement ennemi de l'intérêt national.

Cet esprit de résistance impose le caractère, le tempérament et donc la capacité à supporter la solitude, l'isolement, le mépris et même la haine ou la violence. Il faut accepter la part maudite qu'impose le caractère nécessaire à la Résistance, le spleen baudelairien de ceux qui voient le monde tel qu'il est plutôt que de s'illusionner sur ce qu'ils voudraient qu'il soit. Ce *Black Dog*, a été parfaitement décrit par Boris Johnson dans sa biographie si personnelle de Winston Churchill.

A Emmanuel D'Astier de la Vigerie qui lui demandait s'il n'avait jamais été heureux, Charles de Gaulle répondit « *Allons d'Astier, quelle question stupide, le bonheur, ça n'existe pas!* », une citation qui ne peut faire qu'écho au testament politique de Louis XIV au dauphin « *Nous ne sommes pas des particuliers* ».

Contrairement à Louis XIV, Charles de Gaulle pensait que l'esprit de résistance pouvait se révéler chez tous nos compatriotes quand les circonstances révèlent les caractères. Les marins de l'Île de Sein sont face à eux-mêmes quand ils font le choix de prendre la mer pour le Royaume-Uni après le 18 juin 1940, tout comme les autres Français libres partis à Londres. Chaque résistant, qu'il soit dans un maquis, dans un réseau actif ou dans un geste de courage isolé, est toujours face à lui-même quand il choisit d'être acteur du destin national. Tous les héros, tous les compagnons de la Libération ont dû renoncer à leur propre existence pour embrasser leur destin, nombreux sont ceux qui y laissèrent leur vie et plus nombreux encore, leurs propres idéaux, ici communistes, ici réactionnaires, immédiatement obsolètes et dérisoires face à la débâcle française et la trahison des élites dirigeantes.

C'est cet esprit, ce caractère qui m'ont frappé à chaque fois que j'ai eu l'honneur de rencontrer d'anciens Compagnons de route du Général. Ces héros n'avaient aucune clientèle, aucune servitude, aucun « fil à la patte » autre que leurs convictions et leur amour de la France. Ils m'ont fait comprendre à quel point leur

tempérament, leur âme en vérité, leur donnait l'entière liberté nécessaire à la loyauté envers l'intérêt général. On ne peut expliquer autrement le succès inespéré de la France Libre mais surtout, du redressement de la France en 1958, redressement si éclatant, si rapide et en somme, si révolutionnaire.

Je me souviens des discours et des écrits de Pierre Lefranc, ancien chef de cabinet de Charles de Gaulle quand il devint Président du Conseil en 1958, puis artisan de sa réélection de 1965. Je l'ai connu Président de l'Institut Charles de Gaulle. Il m'avait alors fait l'honneur de venir aux Universités de rentrée de mon parti en 2008. Lui-même était très lucide sur la disparition de l'œuvre politique effective du Général « *Que reste-il aujourd'hui de la construction et de l'œuvre de Charles de Gaulle ? Peu de choses, rien presque.* ». En revanche, il n'avait rien oublié de l'héritage moral, de cette boussole indispensable au redressement : « *Je crois que si nous sommes réunis ici, c'est pour refuser l'abdication de notre pays* ».

Je me souviens aussi du courage et de la détermination d'hommes et de femmes comme Pierre Maillard, conseiller diplomatique du Général de Gaulle. De l'ancien Premier Ministre Pierre Messmer, qui avait inauguré la Place du 18 juin dans ma ville de Yerres.

Chacun était l'incarnation de la droiture, de l'exemplarité car ils étaient animés d'une liberté morale et intellectuelle totale. Ils représentaient l'exact opposé, en tout point, de la petite oligarchie qui s'est emparée de la France de nos jours, liée à tous les intérêts privés qui gangrènent le pays, pris au piège de la prévarication et de la corruption des intérêts publics comme ont pu le connaître la Russie et l'ex-URSS en 1992.

Le deuxième point cardinal, c'est la souveraineté populaire.

Il n'y a pas de plus grand malentendu, et même falsification de l'Histoire, que la réputation de dirigeant autoritaire faite de Charles de Gaulle par ses opposants politiques et les pseudo-intellectuels de l'époque, souvent prompts à hurler contre l'élection du Président au suffrage universel direct tout en continuant à défendre en parallèle les tyrannies communistes à l'Est du rideau de fer ou la Chine maoïste.

Au contraire, Charles de Gaulle a voulu que le pouvoir soit exercé pour le peuple, par le peuple. A ce titre, il a voulu écarter toutes les institutions et corps intermédiaires qui n'ont existé, de l'Ancien Régime aux Républiques, que pour confisquer le contrôle du pouvoir par le peuple, et d'autre part, diluer l'exercice réel du pouvoir à son propre profit.

Le génie institutionnel du gaullisme se révèle pleinement dans cette vision historique du pouvoir et des institutions qui a démontré qu'on pouvait solutionner le dilemme entre l'efficacité du pouvoir et la démocratie grâce à la relation la plus directe possible des Français au pouvoir.

Autre enseignement tiré de la connaissance philosophique et historique de Charles de Gaulle, le fait que tout régime, aussi parfait qu'il puisse être à l'origine, tend à se corrompre. A ce titre, les Lumières critiqueront un pouvoir absolu qui corrompt absolument et proposeront une séparation des pouvoirs que le Général appliquera bien moins que la 3<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> République. En effet, en quoi la domination du pouvoir législatif sur l'exécutif respecterait en quoi que ce soit la séparation des pouvoirs ? La 5<sup>ème</sup> République originelle, redonne à chacun son autonomie !

Néanmoins, au-delà des hommes et des femmes qui les animent et les manipulent, toute institution se corrompt d'elle-même, créant sa propre logique de gouvernement au détriment de l'intérêt général. Aussi, il faut que le peuple puisse exercer un contrôle actif, direct et régulier sur ces institutions pour les maintenir en tension démocratique permanente ! C'était l'objet de l'élection du Président de la République au suffrage universel mais surtout l'usage régulier du référendum.

Rappelons que De Gaulle a utilisé le référendum à 5 reprises en dix ans (en comptant la ratification de la Constitution elle-même). A lui seul, il a donc utilisé cet outil autant de fois que toutes les présidences suivantes ! La trahison de la Constitution fut d'ailleurs immédiate puisque Georges Pompidou n'utilisa le référendum que pour l'élargissement de la Communauté Européenne et non pour des sujets plus fondamentaux. Valéry Giscard d'Estaing ne l'utilisa jamais, François Mitterrand y fut contraint pour des raisons constitutionnelles, tout comme Jacques Chirac. Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron n'ont visiblement jamais lu la Constitution voulue par le Général de Gaulle et plébiscitée par les Français.

Alors que tous les sondages montrent que les Françaises et les Français veulent s'exprimer par référendum, que la Suisse montre l'excellence de cet outil démocratique, les dirigeants français ont confisqué les pouvoirs énormes donnés à quelques individus à leur seul profit. Pire encore, alors que le géant De Gaulle quitta le pouvoir parce que le peuple l'avait déjugé, Jacques Chirac resta à l'Élysée après le « non » au référendum du 2005, référendum qui sera renié par Nicolas Sarkozy.

A vrai dire, la 5<sup>ème</sup> République est morte avec l'adoption parlementaire du Traité de Lisbonne en 2008 contre le vote référendaire des Français. Il est urgent de retrouver l'esprit populaire de la 5<sup>ème</sup>. Qu'importe le numéro de la République, les Françaises et les Français doivent pouvoir trancher par référendum les grandes questions.

De la même façon, il faut rééquilibrer le pouvoir exécutif et le Parlement. La soumission du Parlement au gouvernement est devenue indigne d'une démocratie et complètement opposée à l'esprit de la Constitution de 1958. Il faut dissocier totalement l'élection législative du calendrier électoral de celle du Président, élection parlementaire qui ne peut qu'être désormais proportionnelle, avec une prime majoritaire pour la gouvernabilité. Jamais le Général de Gaulle n'aurait accepté qu'un parti qui fasse 24% des voix comme LREM obtiennent 55% des sièges, écrasant de fait une majorité de citoyens qui protestent en s'abstenant massivement.

Le troisième point cardinal est l'indépendance nationale : le refus de toute autorité supranationale contraignante limitant de fait la souveraineté populaire évoquée précédemment.

A quoi bon voter pour un gouvernement qui obéit à des règles non démocratiques décidées ailleurs ? Tout a été parfaitement dit par Philippe Séguin en 1992, dans son « *Discours pour la France* » contre la ratification du Traité de Maastricht et la création de l'Union européenne : « *On est souverain ou on ne l'est pas, mais on ne l'est jamais à moitié. La souveraineté est, par essence, un absolu qui exclut toute idée de subordination et de compromission [...] Un peuple souverain n'a de comptes à rendre à personne et n'a, vis-à-vis des autres, que les devoirs et les obligations qu'il choisit librement de s'imposer à lui-même.* »

Il est affligeant qu'Emmanuel Macron puisse parler de « *souveraineté nationale et européenne* » dans la même phrase, ou le même discours, sans être la risée de toute personne disposant d'un cerveau fonctionnel et d'un minimum de bonne foi.

Comme disait Ernest Renan, une démocratie n'est possible que lorsqu'un peuple est suffisamment uni pour que la minorité consente aux décisions de la majorité, même réduite. Or, non seulement il n'existe aucun peuple européen, mais les peuples européens ont des intérêts très divergents ! A titre d'exemple récent, les

Italiens ont un besoin vital de dépense publique pour soigner leurs malades et s'occuper des personnes fragiles tandis que les Allemands n'ont aucun intérêt à payer la dette des pays du Sud, autrement par quelques miettes de charité. Imagine-t-on les Bretons laisser mourir les Toulousains pour des questions financières ? Non.

Encore récemment, les Allemands ont annoncé l'achat d'une flotte de F-18 américains en lieu et place d'avions français, tout en prétendant vouloir construire un futur avion de combat européen. Imagine-t-on le Général de Gaulle accepter une telle mascarade ?

Pire encore, comme le disait Pierre Mendès-France quand il refusa de ratifier la Communauté européenne de Défense en 1954, il y a deux façons d'étouffer la démocratie. Soit par la terreur autoritaire et la violence, soit par la manipulation de la technocratie et des experts. Les institutions supranationales, quand elles prétendent gouverner à la place des peuples comme l'Union européenne est un étouffement intolérable de la démocratie qui, au surplus, n'a aucun résultat bénéfique.

En effet, les dictatures nationalistes comme la Chine, le Vietnam ou Singapour ont au moins pour mérite de défendre leur nation et donc, parfois, l'intérêt général malgré un coût humain catastrophique. Les institutions supranationales comme l'Union européenne, ne défendent rien d'autre que leur propre survie. Ainsi, il n'y a pas à chercher ailleurs l'incapacité de l'Union européenne à résoudre le moindre problème contemporain. Pire encore, elle aggrave le réchauffement climatique par son libre-échange criminel, elle aggrave la submersion migratoire en refusant tout contrôle des frontières, elle aggrave les inégalités sociales en mettant en concurrence les systèmes sociaux avancés et l'exploitation humaine, elle aggrave notre retard technologique en interdisant toute politique industrielle, etc.

Au contraire, la force du redressement national de Charles de Gaulle en 1958 était d'être parfaitement maître de nous-mêmes, de savoir où nous voulions aller et comment nous voulions y aller, y compris, si nécessaire, en coopérant avec d'autres nations libres. Ainsi, Charles de Gaulle n'a jamais détruit l'Europe mais l'a mise au service des peuples grâce au compromis du Luxembourg, obtenu de haute lutte par une politique de la chaise vide. Le Général savait parfaitement que l'Europe n'était rien sans la France mais que la France existait sans l'Europe.

En seulement quelques années après son retour au pouvoir en 1958, Charles De Gaulle dota la France de l'arme nucléaire, lança le programme électronucléaire, nos ambitions spatiales. Il relança le Commissariat au plan qu'il avait créé en 1946 pour réindustrialiser la France et créer des filières d'avenir tout en équilibrant



mieux le développement économique sur le territoire. Il rétablit nos finances, assurera notre monnaie.

La défense de l'intérêt national n'est pas du tout synonyme de repli sur soi ou de perte d'influence internationale de la France ! Au contraire, jamais depuis la chute de l'Empire en 1815, la diplomatie française ne fut aussi forte que sous le Général de Gaulle qui a su défendre la francophonie, atout diplomatique et culturel unique qu'il a su valoriser.

La France était déjà une grande puissance moyenne, loin derrière les Etats-Unis et l'URSS. Mais Charles de Gaulle avait montré que la force de la France était sa liberté et sa capacité à proposer une 3<sup>ème</sup> voie à tous les pays du monde qui par définition, étaient tous moins forts que les deux puissances hégémoniques ! Nombreuses étaient les puissances moyennes ou les nations en développement qui ne voulaient pas d'un alignement systématique... Elles sont encore plus nombreuses aujourd'hui ! Hélas, la France est devenue le paillason des Etats-Unis et de la Chine. Elle n'a plus aucune crédibilité pour proposer quoi que ce soit. Il ne reste à notre pays que l'influence que lui donne, encore et toujours sa civilisation, sa culture, ses artisans, son agriculture, ses industries, ses scientifiques, ses réussites qui s'imposent par-delà l'incurie des gouvernements successifs.

Charles de Gaulle avait prévu le multipolarisme quand celui-ci paraissait impossible. Toute sa politique étrangère montre qu'il avait anticipé l'affaiblissement des Etats-Unis face à l'émergence d'autres puissances, d'un rééquilibrage inévitable. A ce titre, le départ de l'OTAN, alors que la menace soviétique était bien réelle, était un acte de courage inouï mais aussi une belle preuve de clairvoyance sur le fait que l'identité des peuples serait toujours plus forte que les régimes temporaires ! Charles de Gaulle savait que l'URSS redeviendrait la Russie, que la Chine maoïste renouerait avec les 5000 ans d'histoire de l'Empire du Milieu, que le Brésil resterait pour longtemps un pays d'avenir...

Cette connaissance intime et ce respect pour les peuples sont aussi les fondements du 4<sup>ème</sup> point cardinal : l'humanisme.

Si Charles de Gaulle chérissait le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce n'est pas seulement parce qu'il appliquait aux autres ce qu'il voulait pour la France. C'est aussi qu'il respectait toutes les cultures et tous les peuples. Ce sera d'ailleurs le seul point d'accord de Jacques Chirac avec le gaullisme.

Dans son combat pour proposer au monde une autre voie que la mondialisation anglo-saxonne, la France dispose d'une véritable tradition d'humanisme. En s'affirmant face à la culture au rabais de la mondialisation et de son contre-modèle islamiste, la France a un rôle historique à jouer pour affirmer l'égalité et fierté de toutes les cultures pacifiques.

C'est ce souci permanent de la dignité de l'Homme, en particulier celle des travailleurs, qui va conduire Charles de Gaulle à proposer une 3<sup>ème</sup> voie sociale et économique. La société « de participation » que Charles De Gaulle voulait créer, associant pleinement les salariés à la réussite des entreprises et à la croissance de l'économie n'a hélas jamais été mise en place. Un tel projet, en le mettant à jour de l'économie actuelle et des enjeux du développement durable, reste tout à fait d'actualité pour réduire les inégalités sociales.

En 1959, le Général de Gaulle disait qu'en « *notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'Homme, c'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer.* » Rarement cette citation n'a été d'actualité pour la France et le monde.

La crise sanitaire du Covid19 vient s'ajouter à la crise économique rampante qui ruine la France depuis les années 1970, à la crise migratoire née dès les années 1980, à la crise écologique depuis les années 1990 avec l'échec du protocole de Kyoto, au nouvel ordre du monde issu du 11 septembre 2001. Ces 5 crises ont une origine commune : le sacrifice de l'homme sur l'autel d'une mondialisation sauvage au service de quelques intérêts financiers, prêts à saborder tout ce qui fonde la survie de l'espèce humaine depuis 200 000 ans : une identité stable, un environnement sain, des ressources suffisantes, une bonne santé, l'équilibre des puissances.

Aussi simple qu'il puisse paraître, ce diagnostic pose les questions essentielles que notre société doit regarder en face et auxquelles l'action politique se devra de répondre au cours des prochaines années si la France veut se redresser et offrir sa part de vérité au monde. Le multilatéralisme n'a de sens qu'au service d'une certaine idée de l'Homme, tout comme l'écologie n'a de sens que pour assurer à nos sociétés un environnement durable et la justice sociale.

Enfin, De Gaulle avait aussi présenté l'autre grande révolution que la France devrait intégrer pour être elle-même : l'émancipation des femmes ! En accordant le droit de vote des femmes, la citoyenneté à part entière, le droit à la contraception et d'autres droits fondamentaux, Charles de Gaulle a enfin réconcilié le pays avec sa vraie identité historique, héritage dans lequel les femmes avaient toujours joué un rôle d'autant plus vital aujourd'hui. Tout projet politique du 21<sup>ème</sup> siècle qui ne comprend pas que l'humanité ne peut plus associer pleinement la moitié de sa population à toutes les responsabilités de la société est voué aux oubliettes de l'Histoire.

Au fur et à mesure du temps, les Français regrettent la droiture, l'intégrité, le sens de la Nation du Général de Gaulle, à la vue du bilan déplorable de ses successeurs. Les années à venir décideront si la France s'est complètement perdue dans le brouillard de l'Histoire ou si elle a le courage et l'énergie nécessaires au sursaut. Plus que jamais, les Françaises et les Français doivent décider s'ils veulent suivre à nouveau le chemin tracé par la boussole léguée par le Général De Gaulle.

**Nicolas Dupont-Aignan**

*Député de l'Essonne  
Président de Debout La France !*

**Jean-Philippe Tanguy**

*Porte-parole de Debout La France !  
Délégué national au patriotisme économique*